

Coordination Nationale des Universités – Nanterre le vendredi 20 février 2009

Chers collègues, chers amis,

J'avais l'honneur de représenter les personnels BIATOSS de l'IUFM de Paris lors de la dernière **coordination nationale des universités** qui s'est déroulée samedi dernier toute la journée dans le magnifique (et plus grand de France paraît-il...) amphithéâtre B2 de Paris-Nanterre.

A ce titre, je vous dois ce compte-rendu.

Je précise toutefois que ce compte-rendu sera **volontairement incomplet et subjectif**. Pour les informations "officielles", je vous engage tous à consulter (tous les jours et même plusieurs fois par jour...) le formidable **blog de l'IUFM de Paris en grève** où sont regroupés les communiqués et motions officiels :

<http://iufmparis.canalblog.com/>

Et pour les détails, notamment concernant l'état de la mobilisation établissement par établissement (du moins pour ceux qui ont souhaités s'exprimer), je vous joins le compte-rendu de mes (excellents) collègues de Paris4. (voir **Compte-rendu Paris4.rtf**)

La tenue des débats

L'attaque des débats a été marquée par la prise de parole du représentant du pôle "**Guadeloupe**", visiblement fatigué et ému d'assurer l'introduction de cette journée. Son propos, court, a bien évidemment mis l'accent sur les événements "politiques et sociaux" du moment, soulevant toute l'incertitude qui règne encore sur les circonstances qui entourent la mort par balle d'un syndicaliste CGT local, Jacques Bino, à qui l'assistance a "offert" une minute de silence, debout, unanimement respectée.

S'en est suivi le rappel des objectifs de la réunion de la coordination : de nouveau entériner les votes précédents (retrait des décrets, grève reconductible et illimitée...), convergence du mouvement vers les autres composantes de l'Education (personnels BIATOSS, primaire, secondaire, parents d'élèves), et détermination des actions à venir.

❖ Le point sur la mobilisation :

Pour des raisons diverses, et notamment à cause de cette période de vacances "tournante", il est un peu difficile d'évaluer la progression de la mobilisation générale.

Toutefois, la réussite incontestable de la dernière manifestation nationale laisse penser que le mouvement ne faiblit pas, et qu'au contraire il est dans une phase d'élargissement (étudiants, biatoss...).

La mobilisation apparaît extrêmement disparate selon les régions et les universités. Très **impressionnante** par exemple à Poitiers (dernière AG avec 1500 personnes) ou à Strasbourg (environ 5000 manifestants) ; ou "sensiblement" **limitée** à Mulhouse (200 personnes à la dernière manif) ou à Troyes (60 personnes réunies devant la Préfecture avec la douce sensation d'avoir fait le "plein"...). Voir le document de mes collègues de Paris4 pour plus de détails...

Néanmoins, je tiens à vous ressortir quelques témoignages qui m'ont paru pertinents, surprenants ou simplement intéressants :

- Prise de parole d'un représentant du **SAGES**, Syndicat des agrégés de l'enseignement supérieur (inconnu au bataillon en ce qui me concerne...). Celui-ci se plaint ouvertement de l'attitude des enseignants-chercheurs à leur égard ; et lance une violente diatribe contre les IUFM (Sors de ce corps Xavier Darcos !!). Pour l'unité c'est bien parti...
- Intervention très remarquée d'une **enseignante du primaire** (d'une des nombreuses écoles parisiennes en lutte depuis plus d'un an contre la politique du gouvernement), siglée Sud-Education, qui accueille très favorablement la demande de **convergence** du mouvement vers les autres composantes de l'éducation ; mais fustige (à juste titre me semble-t-il) le manque d'implication et de solidarité (l'inertie ?) du supérieur lors de leurs batailles précédentes et actuelles. Petits rappels des faits (nouveaux programmes "réactionnaires", évaluations contestables en CM2...), des actions et résistances en cours ; appel à la solidarité financière des universitaires "couverts" par leur présidence avec les collègues du primaire durement sanctionnés au portefeuille à la moindre action. Rappel de toutes les **atteintes au droit de grève et aux droits syndicaux** depuis la mise en place des premières lois Darcos (délai allongés à 13 jours pour tout préavis de grève, service minimum dans les écoles, grévistes devant se déclarer 48 heures à l'avance, etc...).
- Excellente intervention de Josyane Boutet (en toute objectivité...), courte, concise ; qui exprime bien tout ce qui a déjà été entrepris à l'**IUFM de Paris** pour développer cette **convergence** tant désirée vers les multiples composantes de l'éducation.

- Dans le même ordre d'idée, notons que ce souci de **convergence** a régulièrement été cité par nombre d'intervenants ; certains poussant le luxe jusqu'à souhaiter faire la jonction avec les autres composantes de la fonction publique en lutte, et en premier lieu évidemment l'hôpital, sous le feu de la future loi Bachelot.
- Témoignage tout à fait intéressant venant de l'UTT (Université de Technologie de Troyes), qualifié **d'établissement cobaye** pour la mise en application de la LRU. L'intervenant a cité toute une série d'exemples concrets permettant de bien saisir le glissement de l'établissement vers un fonctionnement d'entreprise privé (organigramme, objectifs, autocratie...). A lire absolument le document rédigé début février par l'assemblée des personnels :

<http://www.sauvonslarecherche.fr/spip.php?article2543>

- Plusieurs intervenants (biatoss et étudiants principalement, de Nanterre, de Lille et d'ailleurs...) ont rappelé (amèrement ?) à l'assistance qu'ils s'étaient fortement mobilisés dans les semaines qui avaient suivi le vote à l'Assemblée Nationale de la **LRU**. Et rappelé qu'à l'époque ils n'avaient pratiquement pas été suivis par les enseignants ni par une majorité de syndicats. L'occasion de se souvenir de la position très ambiguë sur ce texte d'un certain nombre d'organisations, aujourd'hui curieusement à la pointe du combat contre la LRU...
- Les **syndicats**, parlons-en... Très peu d'interventions "purement" mono-syndicales. Et dans l'ensemble des interventions parfaitement quelconques. Le signe évident que les centrales "rament" derrière ce mouvement essentiellement organisé en coordinations. Cela paraît encore plus vrai concernant les biatoss et les étudiants.
- A noter un certain nombre d'interventions témoignant bien de ce que peut ou doit être une **grève "active"**. Signalons la "prise du 104" (anciennes pompes funèbres d'Aubervilliers) par l'UFR d'Arts de Paris8 ; l'amusante séance de tractage devant l'Acadomia de Caen ; les désormais incontournables lectures de "La Princesse de Clèves" dans les lieux publics ; cours dans les gares ; etc...
- Une intervention très remarquée et tout à fait symptomatique du "glissement" du mouvement vers des revendications à caractère plus "social", celle d'un mandaté du collectif **PAPERA** (Collectif pour l'Abolition de la Précarité dans l'Enseignement supérieur, la Recherche et Ailleurs). Tout est dans l'intitulé ; mais j'invite tout le monde à aller fouiller leur excellent site qui regorge d'informations :

<http://www.collectif-papera.org/> parfait complément à notre désormais légendaire blog de l'IUFM de Paris.

- Enfin, un certain nombre d'intervenants ont dénoncé pêle-mêle les **brutalités policières**, notamment en province (Lille, Strasbourg...), les pressions sur les personnels et les représentants syndicaux ; ainsi que les **"double-jeux"** d'un certain nombre de présidents d'université ainsi que de collègues enseignants... Ambiance...

Suite à l'ensemble de ces témoignages, un vote quasi-unanime entérinera le **"communiqué du matin"** de la coordination (voir le blog).

❖ Les débats

Soyons clairs, les débats de l'après-midi ont pratiquement été **entièrement consacrés à la LRU**. Certains diront sans doute "pollués" par la LRU.

La présence massive de représentants BIATOSS et étudiants a logiquement entraîné les débats sur cette pente savonneuse. Tous sont venus exprimer qu'ils étaient mandatés par leur collectif ou leur AG pour demander l'**Abrogation** pure et simple de la LRU ; au grand dam d'un certain nombre d'enseignants-chercheurs qui ont sans doute senti à certains moments le mouvement leur échapper.

A titre personnel, il me semble que le mouvement BIATOSS se réfugie dans cette demande radicale par sa difficulté à mettre en avant un point plutôt qu'un autre dans ce qui est un véritable **catalogue de revendications**, fussent-elles tout à fait légitimes (salaires, scandale des primes au mérite, intégration des primes au salaire, précarité galopante, embauches d'étudiants ou de contrats aidés avec des salaires lamentables, pulvérisation des statuts nationaux, suppression des commissions paritaires nationales, toute puissance, et donc droit de veto, des présidents d'université, etc, etc...).

A noter l'intervention "brutale" d'un enseignant de droit (Paris5 ?) expliquant légitimement la difficulté et surtout le temps que nécessite l'abrogation d'une loi. Et exprimant tout haut ce que nombre de ses collègues pensent tout bas, à savoir qu'il n'était **pas question de poursuivre leur mouvement de grève jusqu'à l'abrogation**. Sifflets nourris de la salle ; mais un peu naïfs me semble-t-il...

Beaucoup plus douteuses, deux interventions d'enseignants-chercheurs assurant (se rassurant ?) que le retrait du décret les concernant mettrait à mal l'application de la loi LRU... Arguments laissant l'amphithéâtre hautement dubitatif... à juste titre me semble-t-il, tant la loi LRU comporte de volets.

❖ La LRU, les 35 heures du monde universitaire ?

La droite française nous rebat les oreilles depuis 10 ans avec cet argument massue : "C'est la faute aux 35 heures !". La hausse du chômage ? C'est la faute aux 35 heures ! L'inflation qui remonte ? C'est la faute aux 35 heures ! La stagnation des salaires ? C'est la faute aux 35 heures ! Les délocalisations d'entreprises françaises ? C'est la faute aux 35 heures !

"C'est un peu court, jeune homme ", comme dirait...

Comme je l'ai exprimé précédemment, la LRU, et surtout son **abrogation**, auront été au centre de cette journée, occupant 80% des débats (chiffre élaboré par une méthode parfaitement scientifique et approuvée à l'unanimité par mon comité directeur personnel...).

Ce qui m'a semblé le plus frappant, c'est le sentiment général qui semblait mettre sur le dos de la LRU tout ce qui a fait, fait, et fera tant de mal à l'Education Nationale. Symptomatique fut la prise de parole de Michelle Lauton au nom de l'intersyndicale du supérieur.

Si elle ne fut pas durant toute la journée l'oratrice la plus charismatique de l'assemblée, elle s'exprima l'après-midi pour signifier qu'un **certain nombre de points critiques n'avaient rien à voir avec la LRU**, et notamment la masterisation des concours d'enseignement. Son intervention fut accueillie par des sifflets, rumeurs et autres bougonnages du plus bel effet. Ou quand la simplification à outrance se substitue à la réalité...

Et je crains malheureusement (je souhaite avoir tort...) qu'un certain nombre de délégués n'aient pas compris que cette dame avait parfaitement raison.

Mêmes remarques pour ce qui fâche dans le primaire et le secondaire.

Un certain nombre d'efforts va devoir être entrepris si le mouvement ne veut pas tomber dans la caricature...

❖ "Les Etudiants, Avec Nous ! "... mais si vous pouviez faire un peu moins de bruit...

Autre caractéristique majeure de la mutation du mouvement de contestation, c'est la montée en puissance des **coordinations étudiantes**, sur le terrain comme lors de cette assemblée.

D'ailleurs, une des premières décisions de la coordination nationale fut de voter à l'unanimité le **soutien aux étudiants grévistes** ; et de proposer qu'une délégation de la coordination des universités se rende à la prochaine coordination étudiante.

Il m'a semblé que l'on touchait là par moment le sommet de la **démagogie**. Pire encore lorsqu'un enseignant de la Tribune (excellent médiateur soit dit-en passant, contrairement au précédent...) a insisté pour dire que la coordination soutenait pleinement le mouvement étudiant et ses actions "quels que soient les moyens employés"... Je ne ferai aucun commentaire sur cette dernière phrase afin d'éviter tout procès...

Autre grand moment de démagogie collective lorsqu'un certain nombre d'étudiants ont réclamé **l'attribution automatique des diplômes**, à l'image de ce qui avait été fait en 1968... Et il s'est trouvé des enseignants pour approuver cette requête et s'offrir une salve d'applaudissements pour pas cher...

Ce qui pouvait paraître dans un premier temps comme une excellente idée (des troupes fraîches, nombreuses, enthousiastes...) pourrait s'avérer devenir un sacré piège pour l'unité et les objectifs du mouvement originel.

La mobilisation étudiante est en forte hausse, c'est indéniable, même si elle semble encore extrêmement disparate selon les régions, les universités, et même les disciplines. Ce qui devrait apparaître comme une excellente nouvelle pour le mouvement pourrait se heurter, me semble-t-il, à un certain nombre d'écueils.

En effet, il est apparu que nombre d'universitaires ne pouvaient se reconnaître dans leurs revendications, et encore moins dans leurs moyens d'actions. Et tout à fait réciproquement...

Peu d'étudiants présents se reconnaissent dans ce concept de **grève active**. Peu de BIATOSS non plus d'ailleurs... Pour avoir assisté à une AG à la Sorbonne la semaine dernière, plusieurs enseignants ont témoigné du manque d'intérêt des étudiants pour les "cours alternatifs" distillés dans les locaux de Paris4.

Ces cours alternatifs "in locaux" entrent même quelquefois en conflit avec les méthodes de blocage des lieux d'enseignement, blocages initiés principalement par les étudiants et les personnels non-enseignants.

Symptomatique aussi la non-mobilisation des étudiants dans certaines facs à la pointe de la mobilisation des enseignants-chercheurs, comme Assas ou Dauphine ; ce qui démontre bien les différences de motivation et de point de vue des uns et des autres...

Autre point revenu fréquemment dans les témoignages, les relations difficiles qu'entretiennent à l'université les différentes composantes qui font l'Education Nationale. Ai-je vraiment besoin de détailler ce point ?

❖ Les votes :

Sans surprise, les motions votées lors des assemblées précédentes ont été reconduites.

Aux revendications désormais bien installées s'ajoutent deux nouvelles exigences traduites en motions :

La première "**De la maternelle à l'université**" appelle à une mobilisation globale et générale de toutes les composantes de l'Education Nationale, considérant comme néfaste la politique gouvernementale d'éducation ; qui consiste bien en un projet cohérent de détricotage du service public.

La seconde "**Pour une nouvelle loi**" exige l'abrogation de la LRU et du Pacte pour la Recherche. Elle appelle à la mise en place d'une nouvelle loi, impérativement élaborée en concertation avec l'ensemble des composantes de la communauté universitaire.

Vous trouverez tous les détails de ces motions dans le document joint : Motions coordination finale.doc

Il est 19h30 ce vendredi... oui, c'était long...

Et on recommencera...

William Quillien